

Agence France Locale - Société Territoriale
Comptes consolidés semestriels résumés (Normes IFRS)

BILAN CONSOLIDE

Actif au 30 juin 2019

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Caisse et banques centrales	5	413 476	121 650
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1	28 586	26 299
Instruments dérivés de couverture	2	118 321	44 661
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3	661 649	502 487
Titres au coût amorti	4	153 364	179 501
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	5	193 876	111 217
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	6	2 502 043	2 229 911
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		15 737	1 873
Actifs d'impôts courants		42	43
Actifs d'impôts différés	7	5 792	5 691
Comptes de régularisation et actifs divers	8	623	349
Immobilisations incorporelles	9	2 789	3 290
Immobilisations corporelles	9	3 441	2 514
Écarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF		4 099 740	3 229 487

Passif au 30 juin 2019

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	31/12/2018
Banques centrales		115	755
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1	28 746	26 747
Instruments dérivés de couverture	2	180 370	78 300
Dettes représentées par un titre	10	3 756 713	2 996 909
Dettes envers les établissements de crédits et assimilés		5	9
Dettes envers la clientèle			
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôts courants			
Passifs d'impôts différés			
Comptes de régularisation et passifs divers	11	4 177	2 260
Provisions	12	85	23
Capitaux propres		129 528	124 485
Capitaux propres part du groupe		129 528	124 485
Capital et réserves liées		151 906	145 905
Réserves consolidées		(20 218)	(18 305)
Écart de réévaluation			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(1 132)	(1 411)
Résultat de l'exercice (+/-)		(1 027)	(1 705)
Participations ne donnant pas le contrôle			
TOTAL DU PASSIF		4 099 740	3 229 487

COMPTE DE RÉSULTAT

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	13	37 030	28 076	64 387
Intérêts et charges assimilées	13	(32 367)	(24 173)	(56 534)
Commissions (produits)	14	35	134	289
Commissions (charges)	14	(49)	(60)	(127)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	15	(2 567)	1 346	868
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	16	2 874	(26)	863
Produits des autres activités				
Charges des autres activités				
PRODUIT NET BANCAIRE		4 956	5 297	9 745
Charges générales d'exploitation	17	(4 871)	(4 689)	(9 054)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	9	(1 180)	(975)	(1 995)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		(1 095)	(368)	(1 304)
Coût du risque	18	(7)	(234)	(191)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 102)	(601)	(1 495)
Gains ou pertes nets sur autres actifs				
RESULTAT AVANT IMPÔT		(1 102)	(601)	(1 495)
Impôt sur les bénéfices	7	74	(166)	(209)
RESULTAT NET		(1 027)	(767)	(1 705)
Participations ne donnant pas le contrôle				
RESULTAT NET PART DU GROUPE		(1 027)	(767)	(1 705)
Résultat net de base par action (en euros)		(0,68)	(0,53)	(1,17)
Résultat dilué par action (en euros)		(0,68)	(0,53)	(1,17)

Résultat net et gains ou pertes latents ou différés comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Résultat net	(1 027)	(767)	(1 705)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat net	278	(697)	(1 991)
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	366	(1 097)	(2 756)
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables			
Impôts liés	(88)	400	765
Éléments non recyclables en résultat	(9)	-	-
Réévaluation au titre des régimes à prestations définies	(9)		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables			
Impôts liés			
Total des gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres	269	(697)	(1 991)
Résultat net et gains ou pertes latents ou différés comptabilisés directement en capitaux propres	(758)	(1 464)	(3 695)

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global				Résultat de l'exercice	Capitaux propres – part du groupe	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
				Recyclables		Non Recyclables					
				Variation de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	Réévaluation au titre des régimes à prestations définies	Autres éléments non recyclables au compte de résultat				
<i>(En milliers d'euros)</i>											
Capitaux propres au 1er janvier 2018	138 500	-	(17 882)	580	-	-	-	(423)	120 775	-	120 775
Augmentation de capital	7 405								7 405		7 405
Elimination des titres auto-détenus											
Affectation du résultat 2017			(423)					423			
Distributions 2018 au titre du résultat 2017											
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	7 405	-	(423)	-	-	-	-	423	7 405	-	7 405
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres				(2 404)					(2 404)		(2 404)
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au compte de résultat				(352)					(352)		(352)
Variations des écarts actuariels sur indemnités de départ en retraite											
Impôts liés				765					765		765
Variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-	(1 991)	-	-	-	-	(1 991)	-	(1 991)
Résultat net au 31 décembre 2018								(1 705)	(1 705)		(1 705)
Sous-total	-	-	-	(1 991)	-	-	-	(1 705)	(3 695)	-	(3 695)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle											
Capitaux propres au 31 décembre 2018	145 905	-	(18 305)	(1 411)	-	-	-	(1 705)	124 485	-	124 485
Incidence de l'application de la norme IFRS 16			(199)						(199)		(199)
Capitaux propres au 1er janvier 2019	145 905	-	(18 504)	(1 411)	-	-	-	(1 705)	124 285	-	124 285
Augmentation de capital	6 001 ⁽¹⁾								6 001		6 001
Elimination des titres auto-détenus											
Affectation du résultat 2018			(1 705)					1 705			
Distributions 2019 au titre du résultat 2018											
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	6 001	-	(1 705)	-	-	-	-	1 705	6 001	-	6 001
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables				223					223		223
Variations de valeur des instruments financiers rapportées au compte de résultat				143					143		143
Variations des écarts actuariels sur indemnités de départ en retraite			(9)						(9)		(9)
Impôts liés				(88)					(88)		(88)
Variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(9)	278	-	-	-	-	269	-	269
Résultat net au 30 juin 2019								(1 027)	(1 027)		(1 027)
Sous-total	-	-	(9)	278	-	-	-	(1 027)	(758)	-	(758)
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle											
Capitaux propres au 30 juin 2019	151 906	-	(20 218)	(1 132)	-	-	-	(1 027)	129 528	-	129 528

(1) Le capital social de l'Agence France Locale - Société Territoriale qui s'élève au 30 juin 2019 à 151 905 500€ est composé de 1 519 055 actions. La Société Territoriale a procédé à deux augmentations de capital au cours du premier semestre 2019 qui ont été souscrites le 27 février 2019 pour 3 690k€ et le 23 mai 2019 pour 2 311k€.

Tableau de flux de trésorerie

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2019	31/12/2018
Résultat avant impôts	(1 102)	(1 495)
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 180	1 995
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	55	
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(4 505)	(2 457)
+/- Produits/(Charges) des activités de financement	156	469
+/- Autres mouvements	(898)	1 517
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	(4 013)	1 524
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(15 000)	
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(191 120)	(783 180)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(31 472)	23 742
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	539	155
- Impôts versés		
= Diminution/Augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(237 054)	(759 283)
= TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	(242 168)	(759 255)
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(65 344)	(312 377)
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(491)	(2 639)
= TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(65 835)	(315 016)
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	5 587	7 378
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	676 586	613 141
= TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	682 173	620 518
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)		
Augmentation/Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	374 171	(453 753)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(242 168)	(759 255)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(65 835)	(315 016)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	682 173	620 518
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	130 032	583 785
Caisse, banques centrales (actif & passif)		
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	130 032	583 785
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	504 203	130 032
Caisse, banques centrales (actif & passif)		
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	504 203	130 032
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	374 171	(453 753)

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTÉRMÉDIAIRES RÉSUMÉS

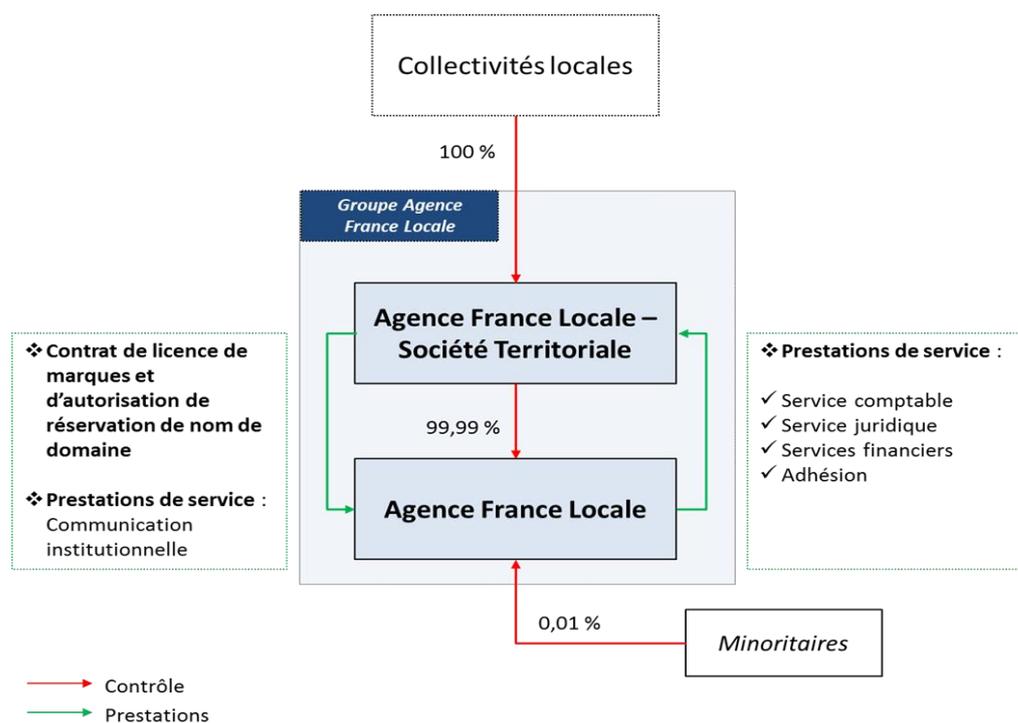
Cadre général

Présentation de l'AFL (« l'Agence »)

L'AFL (« l'Agence ») est la filiale de l'Agence France Locale - Société Territoriale (« AFL ST »).

L'AFL ST est une Société Anonyme à Conseil d'administration, dont l'actionnariat est constitué exclusivement de Collectivités qui ont la qualité de Membre du Groupe AFL. L'AFL ST est l'actionnaire majoritaire de l'Agence. L'Agence est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

Le schéma ci-dessous présente la structure du Groupe AFL :



I - Contexte de publication

Les comptes consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 4 septembre 2019.

II - Faits caractéristiques du semestre

Le premier semestre 2019 est une fois encore caractérisé par une demande relativement limitée des emprunteurs sur la période, quoiqu'en augmentation par rapport à la même période en 2018, avec une production de crédits à moyen et long terme s'élevant à 166,3 millions d'euros au 30 juin 2019, contre 116,9 millions d'euros au cours du premier semestre 2018, pour 85 contrats ayant une maturité moyenne pondérée de 18,1 années. La production de crédits à moyen et long terme de l'AFL représente une part de marché estimée à près de 25% des besoins de financements des membres du Groupe AFL.

Au cours du premier semestre, l'AFL a réalisé 3 émissions obligataires pour un total de 633,6 millions d'euros. Après le renouvellement d'un placement privé à 2 ans libellé en dollar US pour un montant de 100 millions de dollars, l'AFL a effectué à la fin du mois de mai, avec succès, sa cinquième émission obligataire de type « benchmark » d'une taille de 500 millions d'euros à 7 ans à 32 points de base contre OAT, dont le placement a démontré l'intérêt et la bonne compréhension par les investisseurs pour son modèle économique et un haut niveau de confiance dans le développement de ses activités, que confirme la double notation de l'AFL par les agences de notation Moody's et Standard & Poor's.

Enfin, l'AFL a poursuivi l'exécution de son programme d'emprunt pour 2019 par un placement privé à 15 ans libellé en couronne suédoise pour un montant de 500 millions de SEK.

Au cours du premier semestre 2019, la Société Territoriale a procédé à 2 augmentations de capital, permettant un accroissement du capital libéré de la Société Territoriale de 6 millions d'euros à 151,9 millions d'euros permettant à 18 nouvelles collectivités locales de devenir membre du Groupe AFL, portant ainsi à 310 le total des membres actionnaires au 30 juin 2019.

Le premier semestre 2019 marque une nouvelle progression du produit net bancaire du Groupe AFL lié à l'activité de crédits qui s'inscrit dans la trajectoire de développement de la Société conformément aux objectifs du plan stratégique 2017-2021. Le PNB généré par l'activité s'établit à 4 956K€. Il correspond à une marge d'intérêts de 4 663K€, à des plus-values de cession de titres de placement de 409K€, à des charges de commissions de -14K€ et à un résultat des réévaluations de couvertures négatif de 103K€.

Ces résultats sont à comparer à ceux du premier semestre 2018 au terme duquel le PNB s'élevait à 5 297K€, correspondant principalement à une marge nette d'intérêts de 3 903K€, à des plus-values sur cessions de titres de 1 305K€, à des revenus de commissions de 74K€ et à un résultat des réévaluations de couvertures négatif de 73K€.

La marge d'intérêt de 4 663K€, réalisée au 30 juin 2019, trouve son origine principalement dans les trois éléments suivants :

- Les revenus liés au portefeuille de crédits à hauteur de 4 153K€, une fois retraités de leurs couvertures ;
- Les revenus liés à la gestion de la réserve de liquidité, négatifs de 1 162K€, en raison des taux d'intérêts qui sont restés profondément ancrés en territoire négatif ; et
- La charge des intérêts de la dette, qui pour les raisons indiquées précédemment, représente une source de revenus s'élevant à 1 672K€, une fois pris en compte les revenus de sa couverture.

Au cours du premier semestre, la gestion de portefeuille de la réserve de liquidité a entraîné 2 874K€ de résultat sur les cessions de titres de placement et 2 466K€ de perte sur l'annulation des instruments de couverture de taux d'intérêts des titres ayant fait l'objet de cessions, soit un montant net de plus-values de cessions de 409K€ qui se décomposent en 138K€ de moins-values de cessions et en 547K€ de plus-values de cessions.

Le résultat net de la comptabilité de couverture est constitué de deux éléments ; d'une part de l'annulation des couvertures de taux d'intérêts liée aux cessions de titres mentionnée précédemment pour -2 466K€, et d'autre part d'un montant de -103K€ qui représente, pour les instruments encore en portefeuille à la date de clôture, la somme des écarts de juste valeur des éléments couverts et de leurs instruments de couverture. Parmi ces écarts, +528K€ se rapportent à des différences de valorisation sur des instruments classés en macro-couverture et -631K€ se rapportent à des différences de valorisations d'instruments classés en micro-couverture. Il subsiste des écarts latents de valorisations entre les éléments couverts et les instruments de couverture dont l'une des composantes provient d'une pratique de place conduisant à une asymétrie de valorisation entre d'une part les instruments de couverture collatéralisés quotidiennement et actualisés sur une courbe Eonia, et d'autre part, les éléments couverts actualisés sur une courbe Euribor, conduisant selon les normes IFRS, à constater une inefficacité de couverture qui est enregistrée au compte de résultat. Il est à noter qu'il s'agit cependant d'un résultat latent.

Au 30 juin 2019, les charges générales d'exploitation ont représenté 4 871K€ contre 4 689K€ au 30 juin 2018. Elles comptent pour 2 497K€ de charges de personnel, à comparer avec celles du premier semestre de l'exercice précédent, qui s'élevaient à 2 465K€. Les charges générales d'exploitation comprennent également les charges administratives, qui s'établissent à 2 374K€ contre 2 224K€ au 30 juin 2018.

Cette évolution trouve son explication dans plusieurs éléments :

- La progression de la contribution au Fonds de résolution unique ;
- La disparition de la régularisation de TVA sur les immobilisations de 2014 qui a pris fin en 2018 ;
- Le coût supplémentaire lié à la double notation de l'AFL ;
- L'augmentation des frais de conseils et de prestations extérieures ; et
- L'impact de l'annulation du loyer payé par l'AFL dans le cadre de l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16 sur les contrats de location qui vient diminuer de 169K€ les charges générales d'exploitation.

Les dotations aux amortissements au 30 juin 2019 s'élèvent à 1 180K€ contre 975K€ au 30 juin 2018, soit une progression qui intègre 129K€ de dotations supplémentaires au titre de l'amortissement du droit d'utilisation des locaux occupés par l'AFL avec l'application de la norme IFRS 16, 21K€ au titre de l'amortissement des nouveaux locaux acquis par la Société Territoriale à la fin de l'exercice précédent et 54K€ en ce qui concerne les nouvelles dépenses d'investissement dans l'infrastructure du système d'information de l'AFL.

Après dotations aux amortissements, le résultat brut d'exploitation au 30 juin 2019 s'établit à -1 095K€ à comparer à -368K€ réalisés au premier semestre de l'exercice précédent.

Après l'imputation du coût du risque de -7K€ lié à la norme IFRS 9, le résultat d'exploitation au 30 juin 2019 s'établit à -1 102K€ à comparer à -601K€ réalisés au premier semestre de l'exercice précédent.

Après l'activation d'impôt différé d'actifs positifs de 74K€ liés aux retraitements IFRS, le premier semestre de l'exercice 2019 se solde ainsi par un résultat net négatif de 1 027K€ à comparer à une perte de 767K€ pour le premier semestre de l'exercice précédent, période qui comme indiquée ci-dessus avait été caractérisée par des plus-values de cession de titres d'un niveau non récurrent de 1 305K€.

Evènements post clôture

Aucun événement majeur susceptible d'avoir une incidence sur les comptes présentés n'est intervenu sur le début du second semestre 2019.

III - Principes et méthodes applicables par le Groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes intermédiaires résumés au 30 juin 2019 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

La préparation des états financiers exige la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des gestionnaires et des préparateurs notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers.

L'évaluation des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés fait appel à des modèles utilisant des données de marché observables pour la plupart des instruments négociés de gré à gré. La détermination de certains instruments comme les prêts qui ne sont pas traités sur un marché actif repose sur des techniques d'évaluation qui, dans certains cas, intègrent des paramètres jugés non observables.

Une information sur la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût est donnée en annexe.

IV - Règles et méthodes comptables

Application du référentiel IFRS

Conformément à la norme IFRS 1 Première adoption des normes internationales d'information financière et en application du règlement européen 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen l'Agence a établi ses états financiers en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2017 et tel qu'adopté par l'Union européenne et d'application obligatoire à cette date. Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) et SIC (Standing Interpretations Committee).

Les états de synthèse sont établis selon le format proposé par l'Autorité des Normes Comptables dans sa recommandation n°2017-02 du 2 juin 2017 relative au format des comptes des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Principes et méthodes comptables appliqués

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018, en dehors des principes applicables aux charges de location, du fait de l'entrée en vigueur d'IFRS 16.

Première application d'IFRS 16

La norme IFRS 16

Adoptée par l'Union Européenne en date du 31 octobre 2017, elle remplace la norme IAS 17 et les interprétations relatives à la comptabilisation des contrats de location.

Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et, d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif. Du point de vue du bailleur, les dispositions retenues restent substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme IAS 17.

Côté preneur, les contrats de location simple et les contrats de location financement sont comptabilisés selon un modèle unique, avec constatation :

- d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué pendant la durée du contrat,
- en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers,
- d'un amortissement linéaire de l'actif et de charges d'intérêts dégressives au compte de résultat.

Options retenues pour la première application d'IFRS 16 au sein du Groupe

Le Groupe a retenu les options suivantes en première application d'IFRS 16 :

L'application d'IFRS 16 est rétrospective selon IAS 8, ce qui implique d'appliquer les principes d'IFRS 16 comme si la norme avait toujours été appliquée. Cependant la norme donne le choix entre une application intégralement rétrospective (comprenant le retraitement des périodes comparatives) ou une application rétrospective avec comptabilisation des impacts en date de première application.

Le Groupe a opté pour une application rétrospective simplifiée en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale au 1er janvier 2019, selon les dispositions de transition suivantes :

- application de la nouvelle définition d'un contrat de location à tous les contrats en cours,
- option pour les exemptions proposées par la norme IFRS 16 en ce qui concerne les contrats de location dont le terme est inférieur à 12 mois à la date de première application ainsi que de faible valeur (fixée à 5 000 €).

Le Groupe n'a activé que les baux immobiliers, en retenant en première application leurs durées résiduelles ainsi que le taux marginal d'endettement correspondant, appliqués au loyer hors taxes récupérables.

Impacts comptables de première application

Au 1er janvier 2019, le montant comptabilisé à l'actif au titre des droits d'utilisation s'élève à 1,114m€ et est classé au sein des autres immobilisations corporelles.

Le montant comptabilisé au passif au titre des dettes locatives s'élève à 1,428m€ et est classé au sein des autres passifs.

Des impôts différés sont calculés tant sur les droits d'utilisation que sur les dettes. Ils constituent un solde d'impôts différés actifs de 114k€ en date de première application de la norme.

L'impact net d'impôt différé sur les capitaux propres lié au passage à IFRS 16 est non significatif et s'élève à -199K€ au 1er janvier 2019.

L'impact de l'application d'IFRS16 sur le compte de résultat au 30/06/2019 est le suivant :

(En milliers d'euros)	30-juin-19
Annulation loyers (pour les contrats activés sous IFRS 16)	168
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation	-129
Charge d'intérêts sur les dettes locatives	-5
Total impact IFRS 16 en résultat	34

Autres nouvelles normes et interprétations comptables :

IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux

L'entité doit évaluer la probabilité que l'administration fiscale accepte / n'accepte pas la position retenue et en tirer les conséquences sur le résultat fiscal, les bases fiscales, les déficits reportables, les crédits d'impôts non utilisés et les taux d'imposition.

Le champ d'application de ce texte se limite à l'impôt sur le résultat (courant/différé). Le Groupe considère qu'il n'entraîne pas de changement par rapport à la pratique actuelle. Aujourd'hui un risque est reconnu dès la survenance d'un redressement, cela peut être le redressement de l'entité elle-même, d'une entité liée ou d'un redressement de place c'est-à-dire d'une entité tierce.

Amendement à IAS 28 « Intérêts à long terme dans des entreprises associées des coentreprises »

Il concerne tous les instruments financiers représentatifs des « autres intérêts » dans une entreprise associée ou co-entreprise auxquels la méthode de la mise en équivalence n'est pas appliquée, y compris les actifs financiers à long terme faisant partie de l'investissement net dans une entreprise associée ou co-entreprise. En l'absence de filiale autre que l'Agence, le Groupe n'a pas trouvé matière à application de cet amendement.

Amendements à IAS 19 « Modification, réduction ou liquidation d'un régime »

Il porte sur les conséquences d'une modification, réduction ou liquidation de régime sur la détermination du coût des services rendus et de l'intérêt net. Le coût des services rendus et l'intérêt net de la période post modification, réduction ou liquidation sont obligatoirement déterminés en utilisant les hypothèses actuarielles retenues pour la comptabilisation de ces événements. A date d'arrêté, le Groupe ne connaît pas de cas dans le périmètre de cet amendement.

Le Groupe Agence France Locale n'a appliqué de façon anticipée aucune des nouvelles normes dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2019.

Périmètre de consolidation

Le Groupe AFL est organisé comme suit :

- La société mère du Groupe est l'AFL ST
- La seule filiale au 30 juin 2019 est l'Agence

Au 30 juin 2019, le périmètre de consolidation est donc exclusivement constitué de la filiale l'Agence, sur laquelle l'AFL ST exerce un contrôle exclusif de par sa détention de 99,99% des droits de vote.

L'AFL ST exerçant un contrôle exclusif sur l'Agence, la méthode de consolidation retenue est donc celle de l'intégration globale de son unique filiale.

V - Notes sur le bilan

Note 1 - ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR LE RESULTAT

	30/06/2019		31/12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	28 586	28 746	26 299	26 747
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Total Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	28 586	28 746	26 299	26 747

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

	30/06/2019		31/12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Instruments de capitaux propres				
Titres de dettes				
Prêts et avances				
Instruments dérivés	28 586	28 746	26 299	26 747
Total Actifs financiers détenus à des fins de transaction	28 586	28 746	26 299	26 747

	30/06/2019				31/12/2018			
	Notionnel		Juste valeur		Notionnel		Juste valeur	
	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative
<i>(En milliers d'euros)</i>								
OPÉRATIONS FERMES	508 550	508 550	28 586	28 746	965 116	965 116	26 299	26 747
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats de taux d'intérêts								
Autres contrats								
Marchés gré à gré	508 550	508 550	28 586	28 746	965 116	965 116	26 299	26 747
Swaps de taux d'intérêts	508 550	508 550	28 586	28 746	965 116	965 116	26 299	26 747
FRA								
Swaps de devises								
Autres contrats								
OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-

Les dérivés classés dans la catégorie des actifs financiers détenus à des fins de transaction ne représentent pas des prises de position de taux d'intérêts avec un profil de prise de bénéfices à court terme. Il s'agit de dérivé de couverture de juste valeur du portefeuille-titre en position emprunteur du taux fixe qui ont été neutralisés par des dérivés prêteur du taux fixe. Ces contrats passés en chambre de compensation présentent des positions rigoureusement symétriques en terme de taux et de maturité. Ces actifs et passif financiers bien que faisant l'objet d'une convention cadre de compensation sont présentés à l'actif et au passif du fait que les flux de trésorerie futurs à payer et à recevoir diffèrent dans le montant du coupon à taux fixe à payer et à recevoir. Les positions présentées dans les tableaux ci-dessus n'entraînent aucun risque de taux résiduel, leur différence de juste valeur ne provient que de flux de trésorerie à payer ou à recevoir.

Note 2 - INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

Par type de couverture

	30/06/2019		31/12/2018	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Dérivés désignés comme couverture de juste valeur	115 366	160 471	43 441	73 474
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie				
Dérivés désignés comme couverture de portefeuilles	2 956	19 899	1 220	4 825
Total Instruments dérivés de couverture	118 321	180 370	44 661	78 300

Dérivés désignés comme couverture de juste valeur

	30/06/2019				31/12/2018			
	Notionnel		Juste valeur		Notionnel		Juste valeur	
	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative
<i>(En milliers d'euros)</i>								
OPÉRATIONS FERMES	3 748 906	2 468 128	115 366	160 471	2 968 583	2 300 829	43 441	73 474
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés gré à gré	3 748 906	2 468 128	115 366	160 471	2 968 583	2 300 829	43 441	73 474
Swaps de taux d'intérêts	3 375 000	2 468 128	113 225	158 117	2 875 000	2 300 829	43 441	67 716
FRA								
Swaps de devises	373 906		2 140	2 354	93 583			5 759
Autres contrats								
OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-

Dérivés désignés comme couverture de portefeuille

	30/06/2019				31/12/2018			
	Notionnel		Juste valeur		Notionnel		Juste valeur	
	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative	Prêteur	Emprunteur	Positive	Négative
<i>(En milliers d'euros)</i>								
OPÉRATIONS FERMES	62 610	394 911	2 956	19 899	62 610	358 002	1 220	4 825
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats de taux d'intérêts								
Autres contrats								
Marchés gré à gré	62 610	394 911	2 956	19 899	62 610	358 002	1 220	4 825
Swaps de taux d'intérêts	62 610	394 911	2 956	19 899	62 610	358 002	1 220	4 825
FRA								
Swaps de devises								
Autres contrats								
OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés organisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Marchés gré à gré	-	-	-	-	-	-	-	-

PORTEFEUILLE

Note 3 - ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

Titres à revenu fixe par nature

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Effets publics et titres assimilés	661 649	489 486
Obligations		13 001
Autres titres à revenu fixe		
VALEURS NETTES AU BILAN	661 649	502 487
Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues	(243)	(229)
Dont gains et pertes latents	17 717	4 054

Pertes attendues liées au portefeuille-titres	Pertes attendues à 12 mois	Pertes attendues à maturité		Pertes avérées à maturité
		Individuelles	collectives	
Pertes attendues au 31 décembre 2018	(229)	-	-	-
<i>Transfert de 12 mois à maturité</i>				
<i>Transfert de maturité à 12 mois</i>				
<i>Transfert de pertes attendues à avérées</i>				
Total des mouvements de transfert	-	-	-	-
Variation attribuable aux instruments financiers comptabilisés sur la période	(14)	-	-	-
<i>Sur acquisitions</i>	(46)			
<i>Réévaluation des paramètres</i>	(3)			
<i>Passage en pertes</i>				
<i>Sur cessions</i>	35			
Pertes attendues au 30 juin 2019	(243)	-	-	-

Titres à revenu fixe par contrepartie

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Administrations publiques	621 893	445 417
Etablissements de crédit et autres entreprises financières	39 756	42 070
Entreprises non financières	-	15 000
VALEURS NETTES AU BILAN	661 649	502 487

Les expositions sur les Etablissements de crédit, les autres entreprises financières et les entreprises non financières comptent 39 756k€ de titres garantis par des Etats de l'Espace Economique Européen.

Mouvements sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'euros)	Montant au 31/12/2018	Acquisit.	Rembst. ou cessions	Variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres	Variation des Intérêts courus	Amort. Primes/Décotes	Total 30/06/2019
Effets publics et titres assimilés	489 486	742 276	(584 626)	14 391	98	24	661 649
Obligations	13 001	-	(12 469)	7	(477)	(62)	-
Autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	502 487	742 276	(597 094)	14 398	(379)	(38)	661 649

PORTEFEUILLE

Note 4 - TITRES AU COUT AMORTI

Titres à revenu fixe par nature

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Effets publics et titres assimilés	92 770	92 728
Obligations	60 594	86 773
Autres titres à revenu fixe		
VALEURS NETTES AU BILAN	153 364	179 501
Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues	(121)	(147)

Pertes attendues liées au portefeuille-titres au coût amorti	Pertes attendues à 12 mois	Pertes attendues à maturité		Pertes avérées à maturité
		Individuelles	collectives	
Pertes attendues au 31 décembre 2018	(147)	-	-	-
Transfert de 12 mois à maturité				
Transfert de maturité à 12 mois				
Transfert de pertes attendues à avérées				
Total des mouvements de transfert	-	-	-	-
Variation attribuable aux instruments financiers comptabilisés sur la période	27	-	-	-
Sur acquisitions				
Réévaluation des paramètres	12			
Passage en pertes				
Sur titres arrivés à échéance	15			
Pertes attendues au 30 juin 2019	(121)	-	-	-

Titres à revenu fixe par contrepartie

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Administrations publiques	27 132	27 172
Etablissements de crédit et autres entreprises financières	126 232	152 330
Entreprises non financières		
VALEURS NETTES AU BILAN	153 364	179 501

Les expositions sur les Etablissements de crédit, les autres entreprises financières et les entreprises non financières comptent 33 282k€ de titres garantis par des Etats de l'Espace Economique Européen.

Mouvements sur actifs financiers au coût amorti

(En milliers d'euros)	Montant au 31/12/2018	Acquisit.	Rembst. ou cessions	Réévaluation en taux	Variation des Intérêts courus	Amort. Primes/Décotes	Variation pertes attendues	Total 30/06/2019
Effets publics et titres assimilés	92 728	-	-	197	(19)	(141)	4	92 770
Obligations	86 773	-	(26 129)	89	(47)	(115)	23	60 594
Autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	179 501	-	(26 129)	287	(66)	(256)	27	153 364

Note 5 - CREANCES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Dépôts auprès des Banques centrales

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Dépôts à vue	413 489	121 654
Autres avoirs		
Total Caisse, Banques centrales	413 489	121 654
Dépréciations	(13)	(4)
VALEURS NETTES AU BILAN	413 476	121 650

Prêts et créances sur établissements de crédit

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Comptes et prêts		
- à vue	90 715	8 378
- à terme	15 002	50 000
Appels de marge et autres dépôts de garantie versés	88 165	52 841
Titres reçus en pension livrée		
TOTAL	193 882	111 219
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(6)	(2)
VALEURS NETTES AU BILAN	193 876	111 217

Note 6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Crédits de trésorerie	24 406	2 954
Autres crédits	2 477 683	2 227 003
Opérations avec la clientèle avant dépréciation	2 502 089	2 229 957
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(46)	(46)
VALEURS NETTES AU BILAN	2 502 043	2 229 911
<i>Dont dépréciations individuelles</i>	(46)	(46)
<i>Dont dépréciation collective</i>		

Pertes attendues liées au portefeuille de prêts et créances	Pertes attendues à 12 mois	Pertes attendues à maturité		Pertes avérées à maturité
		Individuelles	collectives	
Pertes attendues au 31 décembre 2018	(49)	(2)	-	-
<i>Transfert de 12 mois à maturité</i>	(0,07)	0,07		
<i>Transfert de maturité à 12 mois</i>	(2)	2		
<i>Transfert de pertes attendues à avérées</i>				
Total des mouvements de transfert	(2)	2	-	-
Variation attribuable aux instruments financiers comptabilisés sur la période	(13)	(1)	-	-
<i>Sur nouvelle production ou acquisition</i>	(20)			
<i>Réévaluation des paramètres</i>	3	(1)		
<i>Passage en pertes</i>				
<i>Amortissement de Prêts</i>	4			
Pertes attendues au 30 juin 2019	(64)	(1)	-	-

SYNTHESE DES DEPRECIATIONS SUR ACTIFS FINANCIERS

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2018	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	30/06/2019
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						
Dépréciations sur encours sains	229	46	(32)	14		243
Dépréciations sur encours dégradés						-
Dépréciations sur encours douteux						-
Total	229	46	(32)	14		243
Actifs financiers au coût amorti						
Dépréciations sur encours sains	196	22	(34)	(12)		184
Dépréciations sur encours dégradés	2	1	(2)	(1)		1
Dépréciations sur encours douteux						-
Total	198	22	(36)	(13)		185

CLASSEMENT DES ACTIFS FINANCIERS PAR NIVEAU DE RISQUE

<i>(En milliers d'euros)</i>	Montant Brut			Dépréciations			Montant Net
	Etape 1	Etape 2	Etape 3	Etape 1	Etape 2	Etape 3	
Dépôts auprès des Banques centrales	413 489			(13)			413 476
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	661 892			(243)			661 649
Titres au coût amorti	153 485			(121)			153 364
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	193 882			(6)			193 876
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	2 497 893	4 196		(45)	(1)		2 502 043

Note 7 - ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES

Les mouvements sur les comptes d'impôts différés sont les suivants :

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Solde net d'impôt différé au 1er janvier	5 691	5 136
<i>Dont actifs d'impôts différés</i>	5 691	5 355
<i>Dont passifs d'impôts différés</i>		219
Enregistré au compte de résultat	74	(210)
(Charge)/produit d'impôt différés au compte de résultat	74	(210)
Enregistré en capitaux propres	26	765
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(88)	765
Couverture de flux de trésorerie		
Autres variations	114	
Solde net d'impôt différé au	5 792	5 691
<i>Dont actifs d'impôts différés</i>	5 792	5 691
<i>Dont passifs d'impôts différés</i>		

Les actifs et passifs d'impôts différés proviennent des postes suivants :

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	458	546
Couverture de flux de trésorerie		
Déficits fiscaux reportables	5 051	5 051
Autres différences temporaires	283	94
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIFS	5 792	5 691

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Couverture de flux de trésorerie		
Autres différences temporaires		
TOTAL IMPOTS DIFFERES PASSIFS	-	-

Note 8 - AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE REGULARISATION

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Autres Actifs		
Dépôts et cautionnement	68	69
Autres débiteurs divers	47	8
Dépréciation des autres actifs		
TOTAL	115	77
Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance	473	218
Autres produits à recevoir		1
Comptes d'encaissement		
Autres comptes de régularisation	35	53
TOTAL	508	272
TOTAL AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE REGULARISATION	623	349

Note 9 - DETAIL DES IMMOBILISATIONS

(En milliers d'euros)

Incorporelles	31/12/2018	Acquisit.	Transferts	Cessions	Dotations aux Amort.	Autres variations	30/06/2019
Immobilisations incorporelles							
Frais de développement	9 357	101				125	9 583
Autres immobilisations incorporelles	496						496
Immobilisations incorporelles en cours	152	379				(125)	406
Valeur brute des immobilisations incorporelles	10 005	480	-	-	-	-	10 485
Amortissement et Dépréciation des imm. incorporelles	(6 715)				(981)		(7 697)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	3 290	480	-	-	(981)	-	2 789

Corporelles	31/12/2018	Acquisit.	Transferts	Cessions	Dotations aux Amort.	Autres variations	30/06/2019
Baux commerciaux						2 172 ⁽¹⁾	2 172
Autres immobilisations corporelles	2 906	11					2 917
Valeur brute des immobilisations corporelles	2 906	11	-	-	-	2 172	5 088
Amortissement et Dépréciation des imm. corporelles	(392)				(198)	(1 057) ⁽¹⁾	(1 647)
Valeur nette des immobilisations corporelles	2 514	11	-	-	(198)	1 114	3 441

⁽¹⁾ Ces montants résultent de l'entrée en application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019.

Note 10 - DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE

	30/06/2019	31/12/2018
(En milliers d'euros)		
Titres de créances négociables	140 048	
Emprunts obligataires	3 616 665	2 996 909
Autres dettes représentées par un titre		
TOTAL	3 756 713	2 996 909

Note 11 - AUTRES PASSIFS et COMPTES DE REGULARISATION

	30/06/2019	31/12/2018
(En milliers d'euros)		
Autres Passifs		
Dépôts de garantie reçus		
Autres créditeurs divers	3 258	1 402
Total	3 258	1 402
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement	341	
Autres charges à payer	546	824
Produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation	33	34
Total	920	858
TOTAL AUTRES PASSIFS et COMPTES DE REGULARISATION	4 177	2 260

Note 12 - PROVISIONS

	Solde au 31/12/2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 30/06/2019
(En milliers d'euros)						
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour risques de contrepartie	5	8		(2)		11
Provisions pour litiges						
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	19	48			9	75
Provisions pour autres charges de personnel à long terme						
Provisions pour autres risques et charges						
TOTAL	23	55	-	(2)	9	85

ENGAGEMENTS

(En milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Engagements donnés	281 765	365 646
Engagements de financement	250 560	365 646
<i>En faveur d'établissements de crédit</i>		
<i>En faveur de la clientèle</i>	250 560	365 646
Engagements de garantie		
<i>Engagements d'ordre d'établissements de crédit</i>		
<i>Engagements d'ordre de la clientèle</i>		
Engagements sur titres	31 205	
<i>Titres à livrer à l'émission</i>		
<i>Autres titres à livrer</i>	31 205	
Engagements reçus	44 226	2 469
Engagements de financement		
<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>		
Engagements de garantie	2 407	2 469
<i>Engagements reçus d'établissements de crédit</i>		
<i>Engagements reçus de la clientèle</i>	2 407	2 469
Engagements sur titres	41 818	
<i>Titres à recevoir</i>	41 818	

Provisions sur les engagements de hors-bilan

Pertes attendues liées aux engagements de financement et de garanties	Pertes attendues à 12 mois	Pertes attendues à maturité		Pertes avérées à maturité
		Individuelles	collectives	
Pertes attendues au 31 décembre 2018	5	-	-	-
<i>Transfert de 12 mois à maturité</i>				
<i>Transfert de maturité à 12 mois</i>				
<i>Transfert de pertes attendues à avérées</i>				
Total des mouvements de transfert	-	-	-	-
Variation attribuable aux instruments financiers comptabilisés sur la période	6			
<i>Dotations</i>	8			
<i>Reprises utilisées</i>				
<i>Reprises non utilisées</i>	(2)			
Pertes attendues au 30 juin 2019	11	-	-	-

VI - Notes sur le compte de résultat

Note 13 - PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

(En milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Interêts et produits assimilés	37 030	28 076	64 387
Opérations avec les établissements de crédit	8		
Opérations avec la clientèle	13 394	8 815	19 754
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 153	743	1 877
<i>sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</i>	1 284	743	1 957
<i>sur actifs financiers au coût amorti</i>	(131)		(79)
Produits sur dérivés de taux	22 475	18 517	42 755
Autres intérêts			
Interêts et charges assimilées	(32 367)	(24 173)	(56 534)
Opérations avec les établissements de crédit	(484)	(945)	(1 975)
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	(10 717)	(6 869)	(16 863)
Charges sur dérivés de taux	(21 166)	(16 360)	(37 695)
Autres intérêts			
Marge d'intérêts	4 663	3 903	7 853

Note 14 - PRODUITS NETS DES COMMISSIONS

(En milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Produits de commissions sur :	35	134	289
Opérations avec les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle	0,3	92	178
Opérations sur titres			
Opérations sur instruments financiers à terme			
Opérations de change			
Engagements de financement et de garantie	35	43	111
Autres commissions			
Charges de commissions sur :	(49)	(60)	(127)
Opérations avec les établissements de crédit	(2)	(1)	(3)
Opérations sur titres	(4)	(4)	(7)
Opérations sur instruments financiers à terme	(43)	(55)	(117)
Opérations de change			
Engagements de financement et de garantie			
Autres commissions			
Produits nets des commissions	(14)	74	162

Note 15 - GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Résultat net des opérations sur portefeuille de transaction	1	(10)	(0,1)
Résultat net de comptabilité de couverture	(2 568)	1 357	868
Résultat net des opérations de change	(0,5)		0,2
TOTAL	(2 567)	1 346	868

Analyse du résultat net de la comptabilité de couverture

(En milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Couvertures de juste valeur			
Changement de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert	10 233	(15 868)	(18 948)
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	(10 864)	15 906	19 213
Résultat de cessation de relation de couverture	(2 466)	1 429	871
Couvertures de flux de trésorerie			
Changement de juste valeur des dérivés de couverture - inefficacité			
Résultat de cession de relation de couverture			
Couvertures de portefeuilles couverts en taux			
Changement de juste valeur de l'élément couvert	14 410	1 007	2 836
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	(13 882)	(1 116)	(3 105)
Résultat net de comptabilité de couverture	(2 568)	1 357	868

Note 16 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Plus values de cession des titres à revenu fixe	2 972	2 375	3 439
Moins values de cession des titres à revenu fixe	(98)	(2 401)	(2 576)
Plus values de cession des titres à revenu variable			
Autres produits et charges sur titres à la juste valeur par capitaux propres			
Dotations / reprises sur dépréciations des titres à revenu variable			
Total des gains ou pertes nets sur titres de placement	2 874	(26)	863

Note 17 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Frais de Personnel			
Rémunération du personnel	1 621	1 606	3 161
Charges de retraites et assimilées	162	157	324
Autres charges sociales	714	702	1 314
Total des Charges de Personnel	2 497	2 465	4 799
Frais administratifs			
Impôts et taxes	444	328	506
Services extérieurs	1 930	1 896	3 749
Total des Charges administratives	2 374	2 224	4 255
Refacturation et transferts de charges administratives			
Total des Charges générales d'exploitation	4 871	4 689	9 054

Note 18 - COUT DU RISQUE

(En milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Dotations nettes pour dépréciation	(9)	(233)	(190)
<i>sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</i>	(14)	(223)	(86)
<i>sur actifs financiers au coût amorti</i>	5	(9)	(104)
Dotations nettes aux provisions	2	(1)	(2)
<i>sur engagements de financement</i>	2	(1)	(2)
<i>sur engagements de garantie</i>			
Pertes non couvertes sur créances irrécouvrables			
Récupérations sur créances irrécouvrables			
Total du Coût du risque	(7)	(234)	(191)

VII - Notes sur l'exposition aux risques

A - Juste valeur des instruments financiers

La norme IFRS 13 requiert, aux fins de publication, que l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers soit classée selon une échelle de trois niveaux qui rendent compte du caractère observable ou non des données rentrant dans les méthodes d'évaluation.

Niveau 1 : Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques. Il s'agit notamment des obligations et titres de créances cotées;

Niveau 2 : Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif et le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

Juste valeur des instruments comptabilisés en juste valeur

(En milliers d'euros)	30/06/2019			
	Total	Basées sur des données de		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	28 586	-	28 586	-
Instruments dérivés de couverture	118 321	-	118 321	-
Effets publics et valeurs assimilées	661 649	661 649	-	-
Obligations et titres assimilés	-	-	-	-
Autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	661 649	661 649	-	-
Total Actifs financiers	808 557	661 649	146 908	-
Passifs financiers				
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	28 746	-	28 746	-
Instruments dérivés de couverture	180 370	-	180 370	-
Total Passifs financiers	209 115	-	209 115	-

Juste valeur des instruments comptabilisés au coût amorti

(En milliers d'euros)	30/06/2019				
	Valeur comptable	Juste valeur	Basées sur des données de		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers					
Caisse, banques centrales et instituts d'émission	413 476	413 476	-	-	413 476
Effets publics et valeurs assimilées	92 770	92 744	92 744	-	-
Obligations et titres assimilés	60 594	60 536	60 536	-	-
Autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers au coût amorti	153 364	153 280	153 280	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	193 876	193 876	-	-	193 876
Prêts et créances sur la clientèle (*)	2 517 780	2 517 780	-	-	2 517 780
Total Actifs financiers	3 278 497	3 278 412	153 280	-	3 125 133
Passifs financiers					
Dettes représentées par un titre	3 756 713	3 764 482	3 351 864	272 570	140 048
Total Passifs financiers	3 756 713	3 764 482	3 351 864	272 570	140 048

(*) La juste valeur des Prêts et créances sur la clientèle comprend le capital restant dû et la réévaluation en taux des crédits couverts à la date d'arrêté. Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont des créances à vue pour lesquelles la juste valeur retenue a été leur valeur nominale.

B - Exposition au risque de crédit

Les tableaux suivants détaillent l'exposition maximale au risque de crédit au 30 juin 2019 pour les actifs financiers comportant un risque de crédit, sans prise en compte des contre-garanties reçues ou de l'atténuation du risque de crédit.

	Encours sains	Actifs en souffrance mais non dépréciés	Dépréciations	Total 30/06/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Caisse, banques centrales	413 489		(13)	413 476
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	28 586			28 586
Instruments dérivés de couverture	118 321			118 321
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	661 649			661 649
Titres au coût amorti	153 485		(121)	153 364
Prêts et créances sur les établissements de crédit	193 882		(6)	193 876
Prêts et créances sur la clientèle	2 502 089		(46)	2 502 043
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	15 737			15 737
Actifs d'impôts courants	42			42
Autres actifs	115			115
Sous-total Actifs	4 087 396	-	(186)	4 087 211
Engagements de financements donnés	250 560			250 560
TOTAL des expositions soumises au risque de crédit	4 337 956	-	(186)	4 337 770

Analyse de l'exposition par catégorie de contrepartie

	Total 30/06/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>	
Banques centrales	413 476
Etats et Administrations publiques	3 417 455
Etablissements de crédit garantis par des Etats de l'E.E.E.	73 038
Etablissements de crédit	346 208
Autres entreprises financières garantis par des Etats de l'E.E.E.	
Autres entreprises financières	87 525
Entreprises non-financières garantis par des Etats de l'E.E.E.	
Entreprises non-financières	68
Exposition totale par catégorie de contrepartie	4 337 770

La politique d'investissement très prudente de l'Agence France Locale privilégie les titres des états et des administrations centrales ou garantis par ces contreparties.

Les expositions sur les établissements de crédit résultent principalement de la gestion de la trésorerie et des opérations de couverture en taux des crédits et titres à taux fixe.

Analyse de l'exposition par zone géographique

	Total 30/06/2019
<i>(En milliers d'euros)</i>	
France	3 723 735
Supranationaux	235 550
Japon	105 117
Canada	86 147
Pays-Bas	65 285
Finlande	45 450
Nouvelle-Zélande	26 178
Chine	25 629
Allemagne	20 769
Danemark	3 492
Belgique	419
Exposition totale par zone géographique	4 337 770

Les crédits étant exclusivement octroyés à des collectivités locales françaises, la France représente l'exposition pays la plus importante.

Les expositions sur les autres pays (EEE, Amérique du nord, Asie et Océanie) résultent de la gestion de la trésorerie de l'Agence et de son investissement en titres souverains ou équivalents.

C - Risque de liquidité : ventilation des actifs et passifs selon leur échéance contractuelle

(En milliers d'euros)	≤3 mois	>3 mois ≤ 1an	>1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances/ Dettes rattachées	Eléments de réévaluation	Total 30/06/2019
Caisse, banques centrales	413 476				413 476			413 476
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat		295	4 687	21 275	26 258	2 328		28 586
Instruments dérivés de couverture	694	19	51 128	63 921	115 763	2 558		118 321
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres								
Effets publics et valeurs assimilées	112 886	50 078	130 295	349 527	642 787	1 145	17 717	661 649
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Total Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	112 886	50 078	130 295	349 527	642 787	1 145	17 717	661 649
Titres au coût amorti								
Effets publics et valeurs assimilées		50 602	37 841	3 798	92 241	104	425	92 770
Obligations et autres titres à revenu fixe		48 381	12 011		60 393	12	189	60 594
Total Titres au coût amorti		98 983	49 853	3 798	152 634	116	614	153 364
Prêts et créances sur les établissements de crédit	193 882				193 882	(6)		193 876
Prêts et créances sur la clientèle	113 959	172 087	647 403	1 474 240	2 407 689	7 265	87 089	2 502 043
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux							15 737	15 737
Actifs d'impôts courants	42				42			42
Autres actifs	115				115			115
TOTAL ACTIFS								4 087 211
Banques centrales						115		115
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		295	4 686	21 275	26 256	2 489		28 746
Instruments dérivés de couverture	2 706	2 063	7 278	160 095	172 141	8 228		180 370
Dettes représentées par un titre	131 319	8 730	2 333 578	1 164 288	3 637 915	2 237	116 561	3 756 713
Dettes envers les établissements de crédits et assimilés	5				5			5
Écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								-
Autres passifs	3 258				3 258			3 258
TOTAL PASSIFS								3 969 206

L'Agence France Locale présente un excédent de ressources à long terme qui traduit ses objectifs de transformation limitée. L'écart de durée de vie moyenne entre actifs et passifs est négatif, les passifs sont actuellement plus longs que les actifs. Cette situation est liée au démarrage de l'activité et évolue vers une situation équilibrée et devrait voir à terme des passifs avec une durée de vie moyenne légèrement plus courte que les actifs qui sont composés au 30 juin 2019 de titres à court terme qui vont se transformer en prêts moyens long terme.

D - Risque de taux : sensibilité aux variations de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux du Groupe se rapporte à celle de la filiale opérationnelle, L'Agence France Locale. La politique de gestion du risque de taux ainsi que ses implications sur le premier semestre 2019 sont décrites dans le rapport financier de l'AFL au 30 juin 2019.



KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

CAILLIAU DEDOIT *et ASSOCIÉS*

19, rue Clément Marot
75008 Paris

Agence France Locale - Société Territoriale

***Rapport d'examen limité des commissaires aux
comptes sur les comptes consolidés intermédiaires
résumés***

Période du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019
Agence France Locale - Société Territoriale
41 quai d'Orsay - 75007 Paris



KPMG AUDIT FS I
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

19, rue Clément Marot
75008 Paris

Agence France Locale - Société Territoriale

Siège social : 41, quai d'Orsay - 75007 Paris
Capital social : € 151 905 500

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés

Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de l'Agence France Locale – Société Territoriale et en réponse à votre demande qui s'inscrit dans une volonté de donner une information financière élargie aux investisseurs, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de l'Agence France Locale – Société Territoriale, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « IV. Règles et méthodes comptable » de l'annexe aux comptes intermédiaires résumés qui présente, dans sa partie « Première application d'IFRS 16 », le changement de méthode comptable relatif à l'application à compter du 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 « contrats de location ».

Agence France Locale - Société Territoriale
*Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
intermédiaires résumés*

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé ou cité à d'autres fins.

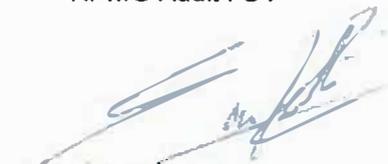
Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris La Défense, le 24 septembre 2019

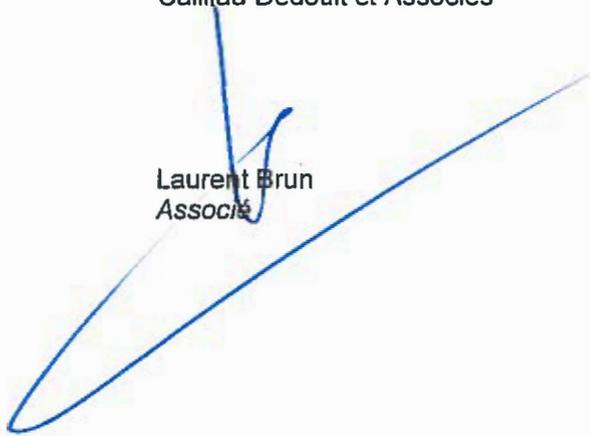
Paris, le 24 septembre 2019

KPMG Audit FS I

Cailliau Dedouit et Associés



Ulrich Sarfati
Associé



Laurent Brun
Associé